



Re-situer la précarité en temps de crise

Interdépendance et déplacements en espace(s) urbain(s)

Manuela Zechner

Traduit de l'anglais par Isabelle Gérardin, Adrien Mazières-Vaysse et Cyprien Tasset

Émulations - Revue de sciences sociales

2018, n° 28, « Précarité, précaires, précariat. Allers-retours internationaux ».

Article disponible à l'adresse suivante

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/zechner>

Pour citer cet article

Manuela Zechner, « Re-situer la précarité en temps de crise. Interdépendance et déplacements en espace(s) urbain(s) », *Émulations*, n° 28, Mise en ligne le 20 février 2019.

DOI : 10.14428/emulations.028.09

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : ojs.uclouvain.be

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

PUL PRESSES
UNIVERSITAIRES
 DE LOUVAIN

Re-situer la précarité en temps de crise

Interdépendance et déplacements en espace(s)
urbain(s)¹

Manuela Zechner²

Traduit de l'anglais par Isabelle Gérardin³, Adrien Mazières-Vaysse⁴ et
Cyprien Tasset⁵

Présentation

Le texte de Manuela Zechner que nous avons traduit est moins une analyse sociologique que la réflexion située d'une chercheuse, qui a connu migrations à l'intérieur de l'Europe et expériences militantes autour de la précarité et qui s'interroge sur le glissement de sens de cette notion depuis le début du XXI^e siècle.

Pour le lecteur francophone, cette réflexion sur le sens de la précarité peut déconcerter car la notion désigne habituellement, dans la sociologie d'inspiration durkheimienne et intégrationniste, un processus à enrayer car nuisant à la cohésion sociale. L'auteure, dont le travail s'inscrit dans le projet du *Radical Collective Care*, nous encourage à décentrer notre regard de la production et de le porter plus largement sur la reproduction (sociale⁶) : l'ensemble des actions qui contribuent à satisfaire nos désirs et besoins, depuis la sphère domestique jusqu'à l'échelle globale. Par ce décentrement, il est ainsi permis de prendre en considération, non seulement l'emploi salarié stable, mais aussi le travail domestique, indépendant, illicite ou informel. Une large frange de la population européenne a été expulsée, par la crise et l'austérité, de la normalité des « classes moyennes » où on l'avait laissée se projeter, et restreinte dans son accès aux solidarités formelles de l'État-providence. Dès lors, le problème désigné par le mot

¹ Version originale : ZECHNER M. (2018), « Re-situating precarity in times of crisis: interdependence and displacement across city sites » in Murmuræ (P. COBO-GUEVARA, M. ZECHNER) & JOAAP (M. HERBST) (dir.), *Situating Ourselves in Displacement: Conditions, Experiences and Subjectivity across Neoliberalism and Precarity*, Leipzig, Minor Compositions (Wivenhoe) and Journal for Aesthetics and Protest Press. URL : <http://www.minorcompositions.info/?p=590>.

² Aristotle University Thessaloniki.

³ Normalienne, agrégée et docteure en littérature anglaise, professeure en classes préparatoires.

⁴ Cresppa-LabToP, Université Paris 8.

⁵ LCSP, Université Paris Diderot.

⁶ La notion de reproduction (sociale), comprise ici dans un sens radicalement différent de la sociologie de Pierre Bourdieu, a été élaborée à l'intersection des champs du marxisme et du féminisme. Voir par exemple : Manuela Zechner, Bue Hansen (2014).

« précarité » devient celui d'assurer la reproduction autrement, de trouver avec qui nouer des relations de *care* fiables, au-delà du sujet libéral nomade et en apparence autonome qui habite les croyances de la classe moyenne. L'insistance sur les liens de dépendance entre individus rejoint ainsi les réflexions féministes qui cherchent à redéfinir l'autonomie, non plus comme indépendance, mais de façon relationnelle, dans certaines formes d'interdépendance⁷. Cette démarche n'est pas sans risques – par exemple celui de faire trop vite le deuil d'un État-providence dont il reste davantage que des décombres et qui peut être le support de luttes et d'identités. Pour autant, ce texte constitue une tentative importante pour se projeter au-delà de cette défense, dans des avenir où différentes perturbations⁸ pourraient reposer impérieusement la question de savoir « sur qui et sur quoi compter pour construire une vie ». Le renouvellement d'imaginaire auquel Manuela Zechner contribue ici est précieux.

Merci à l'auteure et à Stephen Shukaitis de Minor Compositions.

1. Se re-situer dans la précarité

Précaire (adj.) : vers 1640, mot juridique, « soutenu par la faveur d'un autre », du latin *precarious* « qui est obtenu par une demande ou une prière », de *prex* (*precis*) « supplication, prière » [...]. La notion de « dépendant de la volonté d'un autre » a conduit au sens élargi de « risqué, dangereux, incertain » (vers 1680). « Aucun mot n'est plus mal utilisé que celui-ci ainsi que ses dérivés. Il est utilisé pour dire 'incertain' dans tous ses sens possibles ; mais il signifie seulement incertain en tant que dépendant des autres. »

Online Etymology Dictionary, « *Precaire* ».

URL : <https://www.etymonline.com/word/precarious>

Une chose a autant de sens qu'il y a de forces capables de s'en emparer.

Gilles Deleuze (1983 [1962] : 4).

1.1. De la précarité dans la crise à la crise de l'idée de précarité

Il semble que « la crise » – dans ses différents aspects interconnectés : économiques, sociaux, institutionnels et environnementaux – ait ramené le mot « précarité » à sa racine. Nous pouvons nous débarrasser de certaines des affirmations les plus gênantes du marxisme autonome sur le post-fordisme et les libertés du cognitariat et tourner notre compréhension et nos espoirs relatifs à notre condition précaire ailleurs, vers la sphère de la reproduction sociale, du besoin, du *care* et des réseaux d'entraide. Dans les

⁷ Voir la notice « Autonomie/subordination » d'Antonella Corsani dans le *Dictionnaire sociologique des zones grises de l'emploi*, à paraître.

⁸ Dans une série de photographies commentées qui précède son texte, Manuela Zechner évoque l'idée d'un « effondrement » (*collapse*) écologique global. La postnormalité sociale rencontrée par les Européens précarisés est donc enchâssée dans une postnormalité environnementale.

périphéries européennes ébranlées par la crise économique, les soi-disant PIIGS, et peut-être même dans celles d'Europe de l'Est en crise permanente, ces changements sont en cours depuis déjà un certain temps.

Les politiques d'expérimentations néolibérales connues sous le nom de « politiques de rigueur » en Europe ont entraîné un démantèlement de la protection sociale si rapide et si féroce que parler de précarité aujourd'hui ne revient pas à dire la même chose qu'en 2004. Depuis 2008, la pauvreté est redevenue bien visible dans les maisons et les rues du continent européen, en particulier dans les périphéries les plus touchées, et dans de nombreux endroits la politique est donc devenue autant une question de besoins que de désirs. Ce basculement, dont nous avons été les témoins sans trop nous en rendre compte, nous a libérés de l'accaparante politique du désir qui s'était développée avec les bulles néolibérales des années 1990 et au début des années 2000. Aussi bien dans la vie économique quotidienne qu'en politique, le ciel a cessé d'être la limite, le crédit a cessé de s'annoncer aussi prometteur et les relations quotidiennes et matérielles sont devenues beaucoup plus concrètes et rugueuses. Dès lors, la précarité pourrait aussi être revenue à son point de départ étymologique : l'incertitude et/ou la dépendance vis-à-vis des autres.

Pas seulement un vague sentiment d'incertitude, ou un malaise concret face à l'exploitation et au chômage, mais un sentiment de dépendance. Dépendance de l'un envers l'autre, dans la société, dans les rues, dans les quartiers. C'était en 2011. Une dépendance de l'un envers l'autre dans les foyers également, non seulement au sens romantique de « se serrer les coudes », mais aussi au sens d'une hausse de la violence conjugale et d'un alourdissement du fardeau de l'austérité pour les femmes. Le retrait du soutien de l'État et la montée rapide du chômage signifient qu'en même temps que notre quotidien, notre paradigme de vie et de survie change. Passer de l'emploi précaire – flexible, instable, basé sur l'exploitation – à l'éventualité d'une absence totale d'emploi implique un changement profond. Une nouvelle politique de la reproduction sociale est née après 2013, qui s'accompagne d'un vif sentiment de l'importance de l'entraide et du *care* dans la vie quotidienne. À travers le projet du *Radical Collective Care*⁹, nous avons commencé à travailler sur la question de la reproduction sociale (Zechner, Hansen, 2014) et essayé de repenser la relation entre besoin et désir¹⁰.

Un nouvel ensemble de problèmes et de défis concernant la manière d'organiser la vie en commun s'est mis à prendre de l'importance. Des questions que les mouvements de précaires n'avaient jamais soulevées de façon aussi directe et explicite. En ce qui concerne la précarité, les discussions se sont déplacées de la question du travail vers

⁹ *The Radical Collective Care Practices Project*, URL :

<http://radicalcollectivecare.blogspot.com.es>.

¹⁰ Séminaire *Murmurae* organisé par Bue Hansen : « Social reproduction between need and desire: a reading group », La Electrodoméstica, Barcelone, URL :

<https://murmurae.wordpress.com/proyectos/social-reproduction-between-need-and-desire-reading-group/>.

celle de la vie. De l'enjeu de gagner sa vie vers celui de la survie. Pour beaucoup, le chômage et l'impasse économique sont devenus une dure réalité ; pour bien d'autres, un risque réel et effrayant. Notre regard, qui est celui d'une génération de précaires, s'est déplacé, dans ces années qui ont suivi 2011. Émigrer, retourner vivre dans la famille¹¹, emprunter de l'argent – tout cela a montré combien nous avons besoin des autres, émotionnellement, matériellement, socialement.

Les mouvements *Juventud Sin Futuro* (« Jeunesse sans avenir », un réseau d'émigrés espagnols) et *Marea Granate* ont mis en évidence que, pour beaucoup de personnes des générations dites X et Y (nées entre les années 1980 et 2000), la mobilité n'est plus ce qu'elle était. Il ne s'agit plus d'aller étudier à l'étranger ou de suivre un programme Erasmus, mais de prendre la décision contrainte d'aller ailleurs pour gagner sa vie : l'émigration¹². « Quand la porte se ferme derrière vous, alors vous savez que vous êtes un migrant » (*Precarity Office Vienna*)¹³. Nous nous sommes organisés autour de cela, autour de cette précarité transnationale et de la nécessité de mettre en place de nouveaux réseaux de solidarité et d'entraide. Des dizaines de milliers de jeunes ont renoncé aux quelques miettes à la croûte rassie que leur laissait l'Europe et se sont mis à raconter leurs propres histoires, à élaborer leurs propres revendications politiques, à construire leurs propres réseaux.

Plutôt que d'être principalement axée sur les employeurs, les conditions de travail, les contrats et la législation, la question de la précarité s'est davantage concentrée sur celle de l'autre dont nous dépendons. Sur quoi et sur qui compter lorsque, après avoir été écarté des chemins menant vers ce qui ressemblait à une possible vie de classe moyenne, vous vous dirigez vers un avenir de précarité ? Lorsque l'idée d'un emploi ou d'un contrat de travail sonne comme une abstraction inaccessible ? Les processus de déclassement enclenchés par la crise économique et l'austérité en Europe ont des implications subjectives et sociales profondes. Au lieu de se demander comment s'en tirer, beaucoup d'entre nous se sont également demandés sur qui et sur quoi compter pour construire une vie. Cette dernière question a semblé particulièrement pertinente aux yeux de la génération X, la génération de celles et ceux s'approchant de la trentaine, d'une phase de la vie où la jeunesse cesse d'être le paradigme de référence. Sans cette crise, la jeunesse n'aurait peut-être jamais cessé d'être notre paradigme de référence ; nous pourrions encore être en train de travailler sur des slogans pour des

¹¹ S. Malik (2014), « The dependent generation: half young European adults live with their parents », *The Guardian*, mars 2014. URL : <http://www.theguardian.com/society/2014/mar/24/dependent-generation-half-young-european-adults-live-parents>.

¹² Sur le changement de signification de la mobilité internationale à partir de l'Espagne, voir : M. Casas-Cortés, S. Cobarrubias (2017). (NdT)

¹³ Voir les événements du *Precarity Office Vienna* pour l'année 2014-2015, URL : <https://www.facebook.com/pages/Precarity-Office-Vienna/441185905996710>.

conneries marketing et des industries du *lifestyle*, en sirotant des *lattés* et en parlant des industries créatives. Quel cauchemar...

Cette crise a concerné autant l'écologie et la collectivité que l'économie et la finance, comme le monde a rapidement pu le remarquer. En ce sens, la précarité s'est mise à devenir un art de vivre d'une nouvelle manière : pas comme un art fantaisiste du *lifestyle*, mais plutôt comme un art de prendre soin de la vie, soin de soi et des autres, de considérer son interdépendance de la manière la plus significative possible. Un art compris dans le sens d'un apprentissage, d'une pratique, d'une habileté, d'une adéquation, d'une préparation, d'une façon de faire/modalité d'action, d'un ajustement réciproque (comme indiqué par l'étymologie). Si la précarité d'avant-crise était une façon possible de voir sa vie, la nouvelle précarité apparaît bien davantage comme une réalité inévitable : elle est moins fondée sur le deuil de privilèges voués à être perdus, mais ancrée plus fortement dans un sentiment d'interdépendance et de fragilité.

De ce fait, la précarité a cessé d'être un mot à la mode ou un signal d'alerte – je dis cela du point de vue des mouvements sociaux auxquels j'ai pris part en Angleterre, en Autriche et en Espagne notamment, mais je suis convaincue que cette dynamique a affecté également beaucoup d'autres pays secoués par la crise économique. Dans la région euro-méditerranéenne, où les mouvements « MayDay » avaient pris leur essor vers 2004, le discours sur la précarité a changé peu de temps après la crise économique. En Europe centrale, où l'organisation des mouvements de précaires a émergé plus tard, ce changement a pris plus de temps et est peut-être encore en cours au moment même où j'écris, au printemps 2016. J'écris ici depuis ces différentes géographies européennes. Des universitaires motivés peuvent faire une analyse de discours pour soutenir ou réfuter mes propos ; il est certain qu'il y a beaucoup à dire sur les nuances de ce changement ou de cette transformation de la précarité à travers différents textes et mouvements.

Ce que je veux signaler ici, ce sont les nouveaux cycles d'expérimentations – sur le plan politique et sur le plan existentiel – que nous avons vu s'initier sur le vieux continent racorni (et peut-être au-delà, mais il revient à d'autres de raconter ces histoires). Ces nouveaux cycles d'expérimentations découlent d'un phénomène de déplacement qui se décline en trois types de bouleversements : de la mobilité et de la migration, des classes sociales, de la sphère professionnelle. Beaucoup de changements dans les référents ainsi que les vecteurs biographiques et existentiels accompagnent des transformations dans le mode dominant de re-production et dans la géopolitique. Bien sûr, l'austérité n'a pas été une parenthèse éphémère, c'est une façon de restructurer le tissu social et ses imaginaires. Sa cible : un tissu social et un imaginaire fondés sur les États-providence et les démocraties sociales d'après-guerre, notamment dans le centre et le sud de l'Europe. Le modèle social de l'austérité vise à faire baisser les salaires, à fragmenter et à diviser la société, à accroître la compétitivité ; et il y parvient. Mais il produit aussi des contre-mouvements et des contestations, que nous pensons différemment à l'aune de qui nous sommes par rapport aux autres.

1.2. Les adieux à la classe moyenne ? Une brève histoire et un horizon orageux

On peut parler de ces évolutions en termes de déclassement, d'une vaste tendance à la mobilité sociale descendante. Aïe, nous qui pensions que la mobilité sociale n'était jamais qu'ascendante ! À la lecture des petits caractères de la notice, nous pouvons observer que ce n'est pas le cas. Il y a toujours eu aussi de la mobilité descendante et le moment est venu de lire ce passage de la notice.

Camille Peugny (2009) décrit trois niveaux interconnectés de déclassement, montrant comment ceux-ci sont à l'œuvre concrètement dans la vie des gens :

1. un déclassement familial ou intergénérationnel (perte de statut par rapport aux parents, chômage) ;
2. un déclassement personnel ou biographique (déracinement) ;
3. un déclassement éducatif ou méritocratique (dévaluation du capital humain).

Il s'agit là de dire adieu à certaines espérances : celle d'avoir une retraite, une sécurité sociale, celle d'accéder à la propriété de son logement¹⁴, celle de conduire une voiture neuve, celle de construire une famille ou de démarrer une entreprise. Les attentes qui ont été brisées sont celles de la classe moyenne, des attentes partagées par cette classe tout autant que par les classes inférieures : la classe moyenne a été le *telos* économique et sociale de l'Europe depuis les deux grandes guerres mondiales. Tout le monde devait prendre comme modèle celui de la classe moyenne, même si cela impliquait de faire semblant d'être mieux ou moins bien loti que ce que l'on était vraiment.

La classe moyenne et l'État-providence sont profondément liés dans leur genèse, mais aussi dans leur déclin actuel en Europe. La classe moyenne en Europe a non seulement fourni une base solide pour les marchés et les économies depuis la révolution industrielle, mais constitue aussi un pilier pour les institutions et pour les subjectivités démocratiques. La classe moyenne a connu un formidable essor au cours de la reprise économique d'après-guerre en Europe, et ce, en symbiose avec le développement de l'État-providence ce qui a très fortement modelé la vie des générations entrées sur le marché du travail entre les années 1950 et 1980. Ces décennies de croissance glorieuse, de quasi-plein emploi, de hausse des salaires, de sécurité sociale et de *baby-boom* ont été formatrices pour la génération de mes parents. Tous ces éléments étaient constitutifs de la « normalité » (réelle ou projetée) dans et avec laquelle la plupart des Européens avaient grandi dans la seconde moitié du XX^e siècle. Mais, dès les années 1970, le paradigme biopolitique du néolibéralisme a commencé à transformer les systèmes économiques et sociaux ; la vie de ceux qui sont entrés sur le marché du travail après 1980 a été de plus en plus marquée par la baisse des salaires, l'affaiblissement du service public et de l'État-providence, la croissance des

¹⁴ J. Ashworth, « Generation rental », *The Guardian*, mars 2014. URL : <http://www.theguardian.com/society/2014/mar/16/generation-rental-housing-crisis-shortage>.

contrats précaires, le démantèlement des régimes de retraite... Le contrat social reposant sur une croissance stimulée par la protection sociale et la consommation a cédé la place au contrat social néolibéral reposant sur une croissance stimulée par la compétitivité et la dette. Dans les années 1990, ces inflexions en sont arrivées à marquer un net changement de paradigme et, en 2010, les crises financières liées à la dette ont conduit ce changement à un paroxysme absurde. Nous en sommes là.

Ceux d'entre nous qui ont grandi avec des parents nés après-guerre, dans des pays devenus membres de l'Union européenne avant 2000, ont grandi en s'attendant à mener une vie de classe moyenne. L'éducation prodiguée aux enfants de classe moyenne est réputée pour l'accent qu'elle met sur l'éducation, la citoyenneté et la stabilité. Beaucoup d'entre nous, nés à la veille du nouveau millénaire, ont eu le bonheur de pouvoir étudier, soutenus par l'emploi stable de nos parents, le système d'éducation publique et l'aide familiale. Mais, une fois diplômés, nous nous sommes heurtés, lorsque nous sommes entrés sur le marché du travail, à des conditions très différentes de celles qu'avaient connues nos parents. Étudier, trouver un emploi stable, acheter une voiture, acheter une maison, avoir des enfants, travailler jusqu'à ce que l'âge de la retraite sonne, puis passer les dernières décennies de la vie tranquillement chez soi ou en voyage : pour la plupart d'entre nous, ce n'est plus vraiment dans nos moyens.

Pour ceux qui ont vécu dans une situation précaire ou appartenaient à la classe ouvrière, adhérer au rêve de la classe moyenne a en grande partie voulu dire prendre des crédits, ce qui a largement abouti à un état de pauvreté. La pauvreté a très fortement augmenté après 2008 en Europe¹⁵, mais l'on continue de vendre le même avenir aux personnes disposant de peu de moyens : les *subprimes* et les cartes de crédit douteuses n'ont pas disparu. Les emprunts sont un dispositif clef de la bulle de consommation qui vend le rêve d'une vie de classe moyenne même à ceux dont les salaires réels rendent cela impossible – au Royaume-Uni, par exemple, plus de 60 % des pauvres ont des crédits¹⁶. Le *telos* de la vie de classe moyenne a bien vacillé ; mais pour être capable de rejeter ses promesses, il faut qu'il y ait d'autres structures et ressources auxquelles recourir pour la survie et la valorisation de soi.

¹⁵ En 2010, la pauvreté (gagner moins de 60 % du niveau de revenu médian) se situait entre 17 et 20 % dans les pays de la périphérie européenne comme le Portugal, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Pologne, la Roumanie ou le Royaume-Uni. Voir par exemple le rapport d'*Inequality Watch*, URL : <http://inequalitywatch.eu/spip.php?article99>.

¹⁶ J. Knight, « First-time buyers on poverty "knife edge" », *BBC News*, août 2005. URL : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/4081596.stm>.

En ce sens, les luttes menées autour de la question du logement et des hypothèques, comme les PAH¹⁷ espagnoles, les mères E15 de Londres¹⁸ ou encore Kotti & Co¹⁹, ne sont pas seulement des luttes décisives touchant à la reproduction sociale, mais aussi de véritables laboratoires de dé-subjectivation et de re-subjectivation. Contraints d'abandonner le vieux catalogue des désirs individualistes et consuméristes, les gens trouvent maintenant une force collective dans les luttes et les expériences conviviales, construisant de nouvelles infrastructures communes. Les luttes sociales réellement puissantes sont toujours relatives à la transformation des individus tant collectivement qu'individuellement ; dans ce cas précis, c'est la vie de classe moyenne que ces luttes mettent en question et en crise. Leur aptitude à impulser un changement social plus large réside dans leur capacité à subvertir l'identification aux valeurs de la classe moyenne. Elles le font en suivant un double mouvement : pointer la défaillance des filets de sécurité de la classe moyenne (prêts bancaires, hausse des salaires, etc.) n'en est que la surface. En profondeur, il s'agit de faire naître de puissants modes d'organisation et de recomposition collectives, fondés sur le soutien mutuel, le *care* et la résistance. Ces mouvements transforment ainsi le sujet même de la politique et pas seulement l'objet des revendications.

1.3. Citoyenneté et villes : des espaces de lutte par-delà la classe moyenne

Pour réfléchir aux futurs possibles de ces mouvements, un bref retour en arrière dans l'histoire de la classe moyenne et de la citoyenneté peut être utile. En effet, la croissance des villes, rendue possible par l'émergence d'une nouvelle classe de commerçants se développant entre les paysans et l'aristocratie, va de pair avec la croissance de la bourgeoisie, ce qui aboutit à l'essor de populations urbaines de classe moyenne. Cette classe sociale a joué un rôle clef dans la formation de nos représentations contemporaines de la citoyenneté, de ce qu'un citoyen « normal » est censé être et des droits et responsabilités qu'il est censé avoir (il va sans dire que ce modèle était celui de l'homme blanc ayant un emploi qualifié). C'est la subversion même de ce modèle qui

¹⁷ Voir par exemple l'introduction au PAH que j'ai écrite pour le blog du *Radical Collective Care Practices*, URL : <http://radicalcollectivecare.blogspot.com.es/2013/08/the-plataforma-de-afectados-por-la.html>. La *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* ou PAH (Plateforme pour les personnes affectées par les hypothèques) est une organisation, créée à Barcelone en 2009 avant de s'étendre à toute l'Espagne, en réponse à la crise de 2008 (NdT).

¹⁸ Voir le site de la campagne *Focus E15*, URL : <http://focuse15.org>. Cette campagne, menée par un groupe de femmes londoniennes, a vu le jour en 2013 contre les expulsions locatives (NdT).

¹⁹ En Allemagne, la lutte de Kotti & Co est vitale. Voir leur site, URL : <http://kottiundco.net/english/>, ainsi que la campagne populaire pour une législation sur le contrôle des loyers, URL : <https://mietenvolksentscheidberlin.de/>.

est en jeu lorsqu'il s'agit d'établir un horizon post-classe moyenne, et d'élaborer d'autres modes d'appartenance et d'ancrage.

Les villes sont des sites clefs dans la négociation d'une appartenance, d'un ancrage. Pour la plupart des gens de ma génération, les villes importent beaucoup plus que les nations, en particulier pour ceux d'entre nous qui ont le sentiment d'appartenir à plusieurs endroits à la fois. Les manières d'habiter les villes européennes ont changé ces dernières années pour beaucoup de gens : l'organisation à l'échelle d'un quartier est redevenue possible ; les squares, les rues, les espaces publics et les institutions ont été occupés et reconfigurés ; les mouvements pour des communs urbains et pour une production alimentaire en milieu urbain se sont intensifiés ; de nouveaux mouvements municipaux puissants sont apparus pour se réappropriier la ville comme un espace de démocratie et de communs (Zechner, 2015). La classe moyenne mise à mal joue un rôle moteur dans ce processus, canalisant ainsi sa colère dans de nouvelles plateformes de luttes.

Ces luttes vont probablement durer aussi longtemps qu'il y aura un horizon existentiel d'insécurité et de solitude, ainsi qu'un besoin pour les gens de se trouver les uns les autres. Au niveau institutionnel, elles vont presque certainement produire une nouvelle classe politique qui finira par se satisfaire de la sécurité qu'elle aura créée (non seulement pour elle-même mais aussi, espérons-le, pour les autres). Dès maintenant, en 2016, l'idée d'avoir surmonté la crise et d'avoir repris le chemin de la croissance économique est devenue assez banale ; et elle va certainement continuer à réapparaître au cours des années et des décennies à venir. Si l'hypothèse selon laquelle le capitalisme sous sa forme actuelle va inévitablement, tôt ou tard, se déliter est correcte, alors ces hauts et ces bas ne seront toutefois que temporaires. La question clef restera celle de la reproduction sociale, celle de comment défaire le *telos* de la classe moyenne. Un vecteur clef de ces luttes à venir est le *care*.

1.4. Les adieux au sujet libéral autonome

Au travers de nombreuses luttes, une nouvelle éthique du *care* est apparue, qui nous fait envisager l'interdépendance d'un point de vue allant bien au-delà de celui de l'État-providence, ouvrant des débats et instituant des infrastructures d'entraide sociale. Les cliniques et soupes solidaires en Grèce, les mouvements de réappropriation du travail du *care* et l'économie féministe²⁰ en Espagne, les mouvements translocaux d'économie solidaire et de transition, les mouvements des coopératives, les luttes pour le logement, les campagnes contre l'extraction du gaz de schiste et le déversement des déchets, les mouvements de solidarité avec les réfugiés – tous ont tenu les élites européennes en

²⁰ Par exemple, Fira de Economia Feminista, à Barcelone, qui est un rassemblement de mouvements féministes autonomes et d'intellectuels, URL : <https://firaeconomiafeminista.wordpress.com>.

alerte ces dernières années. Le sujet politique qui sous-tend ces luttes est celui de l'interdépendance et du *care*, et non le sujet masculin de l'autonomie.

Si, comme le suggère l'interprétation étymologique présente au début de ce texte, « précaire » signifie en particulier « incertain » dans le sens d'être « dépendant des autres » – une dépendance impliquant de demander, d'implorer, de prier – alors ce terme désigne un sujet situé au-delà des versions libérales de l'autonomie et de la liberté. Le geste de demander, de s'adresser à autrui par une requête, défie le type de subjectivité sur lequel nos sociétés occidentales ont été construites : des sociétés où chaque « homme » s'occupe de ses propres affaires et se débrouille par lui-même, gérant ses propres ressources et opportunités, et faisant valoir ses droits individuels.

Même si la dépendance envers les autres a pu être la norme pour la plupart des gens à la plupart des époques, rendant nécessaires des relations respectueuses et bienveillantes permettant la réciprocité et l'entraide, le libéralisme nous a fait croire que l'indépendance était la norme. Le néolibéralisme a ensuite exacerbé cette atomisation, transformant chaque âme en une petite entreprise, repliant chaque corps sur lui-même. En même temps, ceux qui sont suffisamment privilégiés peuvent s'universaliser, considérer leur position individuelle comme universelle. Lorsqu'il devient clair que l'indépendance et l'universalisme libéral sont les symptômes d'un privilège et d'un isolement tant géopolitique que culturel, de nouveaux points de départ possibles pour la subjectivité et la lutte émergent.

Montserrat Galceran a récemment rapporté que les femmes indigènes en Équateur, quand on les a interrogées sur le modèle d'État et sur les formes de droits qu'elles désiraient, ont répondu qu'elles ne voulaient pas être indépendantes, qu'elles étaient heureuses d'être dépendantes. Ce qu'elles veulent, c'est une *buena vida*, une belle vie, plutôt qu'un *état de bien-être*, un État-providence. L'interdépendance comme mode de vie digne : qui respecte la nature et ses ressources, qui peut se passer des illusions d'autonomie fabriquées par l'État ou le marché et qui, au lieu de cela, nécessite de dépendre des autres en se plaçant dans une disposition accueillante.

Quand nous sommes-nous jamais aperçus que la dépendance envers les autres pouvait être la manière la plus riche et la plus digne d'exister ? Et, si nous poursuivons dans la voie de cette idée générale, de quels critères et de quelles boussoles avons-nous besoin pour inventer des manières d'avancer sur la route de l'interdépendance dans notre contexte de premier-monde ? Notre autochtonie nous a été arrachée il y a des centaines d'années en Europe ; il ne nous reste guère de liens intimes avec la terre (à part des nationalismes flippants). Nos familles sont en lambeaux et nous n'avons pas très envie de les ramener à leur fonctionnement originel (patriarcal et/ou nucléaire). Alors, d'où pouvons-nous partir pour revendiquer et développer durablement l'interdépendance ?

C'est ici que la précarité peut constituer un point de retour possible. Si l'on adopte une approche étymologique bâtarde du mot « précarité », ou plutôt une approche phonétique, on pourrait dire « pré »-« *care* »-« ité ». En fait, la précarité constitue un état

de « pré-care » : les précaires sont ceux qui ne sont pas vraiment en mesure de prendre soin et de soutenir une existence d'une manière durable, ceux qui doivent continuer à tendre la main, ceux qui sont dans une situation instable et incertaine, au point de ne pas se rendre compte qu'ils auraient, eux aussi, de quoi donner autour d'eux. La précarité, en tant que forme d'interdépendance prolétarisée, revient à être incapable d'accueillir, de donner et d'offrir aux autres.

Et pourtant, les précaires sont continuellement exploités, constamment en train de s'offrir au marché du travail, acculés dans des emplois mal payés, dans une sorte de dynamique d'infantilisation transcendante. Avec la crise, l'aspiration à réussir à atteindre ce lieu stable d'où l'on peut donner (ce qui se cristallise peut-être de la façon la plus poignante à travers notre incapacité à soutenir d'autres existences, qu'il s'agisse d'enfants à élever ou d'ânés dont prendre soin, et ce, parce que nous avons trop peu d'argent, trop peu de sécurité, un emploi du temps trop instable, une vie trop dispersée...) en arrive à se concentrer un peu moins sur le salaire et de plus en plus sur l'auto-organisation de structures de soutien et de façons de travailler.

Ainsi, les questions que nous devons nous poser en ayant à l'esprit un horizon post-classe moyenne concernent les écologies de l'habitat, les réseaux du *care* et les économies des communs. Pas comme une mode ou comme une religion, pas comme un nouveau *telos*, mais comme des questions et des pratiques, aussi bien vécues que ressenties, auxquelles *revenir* toujours. Comme des lieux dans lesquels puiser sa force et vers lesquels venir reprendre son souffle, à chaque échec, chaque déception ou chaque répression. Car ces horizons ne s'atteignent pas par une lutte brève, ils ne se construisent pas par des expérimentations rapides ; ils s'assemblent au fur et à mesure et sont constamment soumis à des recadrages, des démantèlements, des reconstructions. Nous n'obtiendrons pas nos nouvelles sociétés, nos nouvelles institutions et nos nouvelles subjectivités en un éclair : parce qu'elles n'existent pas encore, pas plus que n'existe un plan parfait pour les faire advenir. Elles dépendent de notre attention et de notre sens du *care* à chaque instant, en accord avec nos corps et avec leurs capacités.

Comment voulons-nous accéder à une situation où nous pouvons nous soucier d'autrui, où nous pouvons donner à ceux qui nous entourent ? Comment pouvons-nous nous soucier des autres sans tomber dans des rôles subalternes (comme celui de femmes au foyer) ou des jeux de pouvoir (comme le contrôle paternel ou maternel) ? La précarité nous infantilise quand nous n'avons pas d'outils pour développer un soutien collectif : elle nous transforme en enfants qui ne font que dépendre, sans pouvoir donner. Je pense et je sens que ce problème nous affecte en tant que génération. À cause de la précarité, nous luttons pour accéder à l'exercice du « *care* » et ensuite, soit nous exerçons le « *care* » selon le modèle de la famille nucléaire, soit, bien souvent, nous restons des personnes quelque peu esseulées. Les droits et libertés que nous octroie le libéralisme ne sont pas d'une grande aide face à ce problème. C'est un défi qui nous oblige à *nous situer* pour faire face au moment actuel de déplacement de classe (ainsi

qu'à toutes les autres facettes du déplacement) avec une intelligence subjective et collective. Comment pourrions-nous nous situer dans un paradigme d'interdépendance, à la fois contre et au sein du déplacement qui façonne nos vies aujourd'hui ?

2. Se situer au sein du déplacement

Que veut dire lutter contre la précarité, la mondialisation et le néolibéralisme de manière incarnée ? Comment forger des réseaux de *care*, des luttes post-nationales et des solidarités au quotidien ? À quel moment résistons-nous au déplacement et comment résistons-nous à travers le déplacement ? Comment pensons-nous la cohérence et la durabilité ? Quels termes nous servent à penser une éthique et une politique du déplacement – situé/à la dérive, local/global, intime/livré aux autres, individuel/collectif, indépendant/interdépendant, allant/venant, entre fuite/promesse, transversalité/intersectionnalité ? De quelles façons les pratiques contemporaines de déplacement sont-elles produites par le paradigme néolibéral et intégrées dans les structures et systèmes de gouvernance²¹ ?

2.1. Où habitons-nous ?

Pour que la précarité cède la place au *care* et à des formes soutenables de reproduction dans la vie quotidienne, d'autres formes d'association doivent être nouées, d'autres types de relations doivent devenir possibles. Ainsi, nous devons non seulement ré-imaginer d'autres types de relations, mais aussi d'autres territoires pour situer le lieu de nos relations, nos cadres communs, nos points de référence, nos itinéraires communs et nos lieux d'habitation.

Cela, afin d'être moins essentialistes et plus pragmatiques dans la manière dont nous coexistons, dont nous co-appartenons. Sans points de référence territoriaux quotidiens, nous sommes livrés à l'anxiété et coupés du monde qui nous entoure. Nos points de référence peuvent être des lieux ou des routines partagés, des savoirs ou des pratiques communes, des histoires ou des récits partagés²². Le défi, pour ceux qui

²¹ Questions d'ouverture du laboratoire d'automne « Situating oneself in displacement » qui s'est tenu à *La Electrodome* à Barcelone en octobre 2014. Contribution écrite par Paula Coba-Guevara et moi-même, URL : <https://laelectrodomestica.wordpress.com/2014/07/21/situating-oneself-autumn-laboratory/>.

²² Une étude récente a révélé que la culture du tatouage a explosé dans les dix dernières années chez les *millennials* (personnes nées entre 1980 et 2000) aux États-Unis : une majorité d'entre eux possède un tatouage. L'étude conclut que les tatouages ont une fonction d'« ancrage » à travers lequel les individus inscrivent leurs souvenirs et leurs expériences, stabilisant leur identité dans un monde en perpétuel changement et offrant ainsi un peu de stabilité. Les marins de James Cook commencèrent à se tatouer leurs souvenirs de voyages vers le Pacifique sud dans les années 1700, afin de se remémorer leurs belles rencontres

connaissent le déplacement, l'itinérance, qui passent de ville en ville, est de trouver, avec d'autres, de nouveaux points de références.

Le déplacement et la désorientation, qui constituent des dynamiques clefs du néolibéralisme, se produisent à différentes échelles : depuis les relations intimes, jusqu'au logement et à la migration. Sans vouloir regrouper ici des expériences différentes, je vais cependant utiliser le concept large de « déplacement » pour aborder quelques exemples concrets. Comment résider quelque part, y habiter, si l'on ne trouve pas de moyens de rencontrer, de connaître et de faire confiance aux autres ? Comment se retrouve-t-on, au final, par incarner le déplacement ? Une amie a récemment posté ceci sur Facebook :

D'où arrivez-vous ? » me demande la dame à l'aéroport. Cela me prend quelques secondes pour me souvenir et prononcer le nom de la énième correspondance où j'ai pris l'avion ces derniers jours. Sa question suivante me prend encore plus au dépourvu : « Où vivez-vous ? » dit-elle sèchement, pleine de suspicion et avec rudesse. Je la regarde dans les yeux, embarrassée, je ne sais même pas où je suis et avoir vécu dans sept pays au cours des cinq dernières années ne m'aide pas vraiment. Et puis, la phrase qui me sauve : « Ici. Je vis ici²³ ! ».

Ce ne sont pas les mots d'une femme d'affaires de la jet-set mais ceux d'une jeune chercheuse d'Europe de l'Est, assujettie aux lois de la mobilité académique, luttant pour trouver un emploi stable dans une université quelconque et contrainte d'enchaîner des contrats à durée limitée et des bourses à différents endroits.

L'aéroport est le lieu où se rencontrent souvent la précarité, le déplacement et l'individualisation. Une amie londonienne dans la trentaine, jeune chercheuse venant d'Italie, met en évidence la façon dont cette conjonction se rapporte à des horizons temporels :

[...] nous étions tous, dans notre groupe d'amis à Londres, très individualisés parce que nous n'étions engagés dans aucune chose à long-terme. Nous n'avions pas de responsabilités familiales, nous n'avions pas à prendre soin d'autres personnes, nous étions d'assez bons prototypes de l'individu néolibéral entrepreneur de soi-même : critique et réflexif mais absolument libre de se réinventer en permanence, sans engagements ni responsabilités. La fragilité de cette situation est plus forte que celle d'un mode de vie plus traditionnel dans lequel on se doit des choses les uns les

mais aussi d'ancrer spirituellement des aventures précaires, loin de leur foyer, qui les conduisaient souvent au bord de la mort. Ancres, points de référence, repères ou souvenirs apaisent notre anxiété, ce sentiment d'être à la dérive, de se perdre dans un monde qui bouge trop vite ou avec violence (l'angoisse, contrairement à la peur, n'a pas d'objet clair). Dans ses travaux sur l'individuation, Gilbert Simondon décrit l'anxiété comme la perte de points de référence, qui peut conduire à la désintégration du sujet.

²³ Mariya sur Facebook, hiver 2014.

autres, dans lequel on fait partie d'une même famille, dans lequel on a des devoirs sociaux à cause d'un rôle ou d'une position particulière dans la famille. En même temps, il y avait des engagements entre nous et nous avons créé d'autres formes d'aspiration entre collègues, entre amis, entre personnes, par exemple, qui partageaient des projets politiques communs. Mais, on nous pardonnera toujours le fait de rompre cet engagement si l'on doit partir. C'est votre choix, vous êtes toujours libre, un jour, de partir. Peut-être, en fait, que les gens vous envieront si vous réussissez à partir²⁴.

Et par conséquent, la précarité nous renvoie au chacun pour soi, même quand nous souhaitons rester fidèles et reliés aux autres. Au final, nous prendrons nos décisions en fonction de nous-mêmes, tout au plus en comptant avec notre partenaire et très rarement avec des enfants à charge. On peut voir cela comme un mode de vie encore plus solitaire que la famille nucléaire ou au contraire préférable à la famille nucléaire en ce qu'il ouvre d'autres manières de penser la coresponsabilité et le *care*. La précarité, comme la disparition de la classe moyenne, est un phénomène contradictoire : problématique mais qui ouvre aussi de nouveaux horizons (Zechner, 2012).

Cette situation a conduit beaucoup d'entre nous à réfléchir au fait de s'engager, de se situer et d'habiter quelque part, à la fois au-delà de la famille nucléaire et du réseau opportuniste : ni dans l'individualisation de petites unités normatives dédiées à la reproduction et repliées sur elles-mêmes, ni dans l'individualisation hyper-connectée du réseautage et de la compétition entrepreneuriale. Dans le « vieux » paradigme de la précarité, il s'agissait d'un point de vue moral et d'un choix de style de vie. Aujourd'hui, c'est davantage une question quotidienne et banale, rendue inévitable par la nécessité de trouver une solution immédiate. Dans mon expérience, cela signifie principalement d'expérimenter différentes constellations d'engagements, d'essayer et d'échouer à faire vivre des relations durables et des communs.

2.2. Des réseaux précaires de care au cœur des villes

La ville constitue à cet égard un lieu crucial. Non seulement parce que de plus en plus de personnes continuent à s'installer en ville mais parce que le problème de la précarité après l'État-providence, dans lequel ce texte s'inscrit, est très urbain. Les réseaux de nos vies quotidiennes de *care* et de soutien se situent principalement dans des villes. Nos trajectoires se déploient entre des villes. Ce sont nos villes, principalement, qui se développent. Dès lors, que signifient les éléments constitutifs de la ville du point de vue de la création de communs, de soutien et de *care* ?

Une anatomie rapide de la ville fait apparaître immédiatement des termes tels que quartiers, districts, réseaux de transport, zones, périphérie, centre, loyer, spéculation, distance, population. En plongeant plus profondément dans la ville, apparaissent alors les rues, les lieux, les maisons, les institutions, les histoires, les langues, les dialectes, les

²⁴ Entretien avec Gabriella, Londres, 2012. Extrait de ma thèse de doctorat, Zechner (2013a).

identités, les luttes. Et si nous pensons à nos réseaux de tous les jours, nous arrivons aux colocations, aux dîners, aux fêtes, aux événements publics, aux parcs, aux cafés, à la rue parfois, mais aussi aux conversations Skype, aux fuseaux horaires, aux messages instantanés (WhatsApp et compagnie), aux photos et selfies que l'on prend des amis ou de la famille, aux foyers que l'on a dans d'autres villes. L'entrée dans l'âge d'or du déplacement a signifié que de nombreux circuits de *care* se sont dispersés géographiquement : depuis les amis (les vieux amis que l'on tient « de la maison », ceux de nos études, ceux que l'on a par-ci par-là, nos amis actuels) jusqu'à la famille (celle qui est « à la maison », celle qui a déménagé). Cela peut être intéressant et utile de faire une carte de nos déplacements en fonction des générations des membres de notre famille et de nos amis, de faire une carte de nos réseaux de *care* dans la ville et entre les villes²⁵.

À un niveau plus large, la ville est elle-même un produit du déplacement et de nombreux processus de déplacement ont lieu en son sein. Il est important de garder cela à l'esprit lorsque l'on cherche à se situer dans les territoires (trans)urbains, puisque le déplacement est l'une des déchirures majeures des systèmes de reproduction et des réseaux de *care*. Pour certaines fonctions qui tiennent aux communs, les personnes qui s'en vont peuvent être remplaçables par d'autres. Cependant, plus on se rapproche du *care*, plus les relations sont singulières et moins il est possible de substituer une personne à une autre (c'est un point clef quand on aborde la question du *care*). Lorsque des personnes insérées dans des constellations de soutien de proximité doivent partir, elles demeurent les personnes-référentes, en particulier lorsqu'il y a une forte interdépendance (matérielle et/ou émotionnelle). On peut voir cela dans les chaînes de *care* (lorsque des mères émigrent pour devenir des professionnelles du *care* à l'étranger par exemple) ou dans ce que l'on peut appeler des « chaînes ou réseaux de mobilité ».

Lorsque nous sommes ceux qui partent, la reconfiguration des systèmes de *care* qui se produit peut nous affecter de manière très ambivalente. Partir signifie toujours laisser tomber les gens. C'est quelque chose de dur et il est parfois impossible d'en faire un processus collectif car le déplacement individualise. En tant que sujets mobiles/nomades, nous ressentons amèrement notre intrication avec les processus d'urbanisation et d'extraction capitalistes. La recherche de formes durables de vie et de communauté peut être pleine de contradictions, en particulier à l'ère néolibérale.

²⁵ J'ai développé des techniques de cartographie des réseaux de *care* depuis longtemps, notamment dans un texte (Zechner, 2013b) sur les familles militantes et qui présente des instructions pour s'exercer à la cartographie. Plus récemment, pour un cours sur la ville, le *care* et l'infrastructure des communs (<http://nociocomunesbcn.net/2014/11/15/corso-como-cono-se-sostiene-esto/>), j'ai adapté cette technique à des territoires urbains spécifiques, cartographiant les formes d'interdépendances et les ressources partagées à un niveau tant individuel que collectif. De telles études peuvent être utiles pour visualiser et analyser les configurations récurrentes et singulières et les réseaux de *care* dans la ville et entre les villes.

Dans ce qui suit, pour conclure, je vais présenter brièvement une réflexion sur trois topologies qui provoquent un déplacement à l'intérieur de la ville et affectent nos manières d'habiter en commun : le voyage, la gentrification et l'urbanisation. Chacune d'entre elles s'accompagne d'affects spécifiques : la solitude, la culpabilité, la fuite, la mélancolie, l'anxiété.

Le voyage/la ville comme île solitaire. Nous traversons parfois la ville sans nouer de liens avec quiconque, nous habitons nos propres villes comme des passagers ou des consommateurs. Nous pouvons faire cela même lorsque nous y séjournons longtemps – la figure de l'expat' vient à l'esprit – sans parler aux voisins ou aux amis, en restant collés à Internet. Parfois, il est plus facile d'habiter un monde virtuel et de vivre des relations par Internet que de vivre là où sont nos corps. Plus une ville est grande, plus elle offre de moyens d'errer comme sur une île déserte, sans entrer en contact avec quiconque au-delà d'échanges monétaires ou de la recherche d'informations rudimentaires, ce qui fait de la ville une sorte d'espace virtuel ou abstrait.

L'urbanisation/la ville comme telos. La ville, même si c'est imperceptible aux yeux de beaucoup de voyageurs, est aussi marquée par le déplacement du rural vers l'urbain. Au-delà des jet-setters ou de ceux qui passent de ville en ville, il y a un afflux régulier de corps ruraux qui viennent former le sous-prolétariat, en particulier aux marges des villes (banlieues, zones périphériques, bidonvilles, favelas, quartiers ouvriers). Le déplacement du rural vers l'urbain, du non-industrialisé vers l'industrialisé (car il n'y a pas de villes sans industrie et pas d'industrie sans urbanisation) a une longue histoire en Europe. Même si cette histoire touche en partie à sa fin, elle continue à inscrire sa marque dans la géographie urbaine. Comment interagir avec cette ville-*telos* et avec les périphéries qu'elle dessine (et produit) ? C'est une question importante si nous voulons dépasser l'horizon de la classe moyenne urbaine et construire de nouvelles solidarités.

John Bellamy Foster souligne qu'on peut considérer le conflit entre ville et campagne comme aussi puissant que celui entre travail et capital (ce dernier ayant lieu dans les villes). La ville est le produit de la violence : pour une bonne partie des personnes qui quittent la campagne pour la ville, le déplacement est forcé car il n'y a pas de futur, ni en termes d'emploi, ni en termes de vie sociale à la campagne. Entre 62 et 84 % de la pauvreté à l'échelle mondiale se situe dans le monde rural. En Europe, 62,8 % des pauvres vivent en milieu rural contre 37,2 % en milieu urbain²⁶. Les villes se développent à une vitesse vertigineuse. Pour la plupart des gens, quitter la ville, dans un geste de rupture volontariste, ne constitue tout simplement pas une option viable. Néanmoins, il reste intéressant d'envisager de tisser de nouvelles affinités entre le monde rural et les métropoles. Beaucoup de pratiques nouvelles ou anciennes, en termes d'économie, de production ou de cohabitation, pointent vers cette direction : occupation des terres, coopératives agricoles locales, réseaux agroécologiques, espaces

²⁶ Voir par exemple les statistiques de 2014 de l'OPHI, URL : <http://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/Poverty-in-Rural-and-Urban-Areas-Direct-Comparisons-using-the-Global-MPI-2014.pdf?0a8fd7>.

partagés de convivialité dans les campagnes, renaissance de villages dépeuplés sous forme de micro-communes expérimentales²⁷, etc.

La gentrification/la ville comme propriété. Cela nous conduit à l'un des processus les plus intenses de déplacement à l'intérieur des villes néolibérales, émergeant avec la financiarisation des espaces, des logements et des infrastructures qui deviennent des actifs soumis au commerce et à la spéculation. Hausse des loyers et des prix de l'immobilier, chantiers de construction, nouvelles résidences et appartements vides, quartiers branchés, nourriture biologique, cupcakes : tout cela nous renvoie à la classe moyenne comme agent d'appropriation et de conquête. Si les villes peuvent être, dans une certaine mesure, des terrains de conquête pour les classes moyennes supérieures, pour la plupart des gens ce terrain de jeu reste un spectacle inaccessible car il y a besoin de capitaux pour spéculer. Les subalternes et les habitants précaires des villes n'ont pas accès au crédit, même au monde des subprimes, faute d'avoir un emploi stable ou déclaré.

Dans cette dynamique émergent des affects chez la plupart des habitants précaires des villes : la culpabilité, l'anxiété, la dépression et la colère. Car la gentrification commence avec la frange branchée de la précarité, puis se poursuit avec ceux en ascension sociale, avec les classes moyennes supérieures avant d'atteindre les catégories éhontément riches. On passe de quartiers peuplés de migrants ou d'ouvriers, à une population qui fréquente les squats ou la vie alternative. Puis des classes moyennes culturelles aux reines du shopping et aux cadres sup, etc. Que faire quand on est la chair à canon de l'investissement et de l'accumulation capitaliste ?

Il n'est pas facile de lutter contre cette redistribution massive des richesses lorsqu'il n'y a pas de résilience locale, d'autant plus lorsque les flux rapides de la spéculation et des migrations urbaines la rendent difficile à construire. Pourtant, seules les luttes collectives peuvent canaliser les affects tristes du *disempowerment* en colère, en rage et en solidarité. Nous avons écrit sur ce point à propos de Londres (Nanopolitics Group, 2013) et expérimenté des manières d'habiter collectivement nos quartiers en transformation rapide. Nous avons également commencé à nous interroger sur ce que nous projetons dans les villes et sur ce qui nous y retient : essayer « d'y arriver » dans notre carrière tout en restant proches d'une certaine scène, d'un certain circuit, de certaines personnes ou de certains lieux, de certaines sécurités ou ressources.

Bibliographie

Tous les liens et références ont été consultés par l'auteure pour la dernière fois en juin 2015. Ils sont encore valables en juillet 2018.

²⁷ Ceci comprend non seulement les coopératives d'agriculture biologique et les réseaux agroécologiques (les réseaux *Genuino Clandestino* en Italie par exemple) mais aussi les squats dans le monde rural et les expériences d'achat d'espaces ruraux anciens pour un usage collectif (*Mühle Nikitsch* en Autriche, *Performing Arts Forum* à Reims).

- CASAS-CORTÉS M., COBARRUBIAS S. (2017), « "Precariedad everywhere?!" Rethinking precarity and emigration in Spain », in E. ARMANO, A. BOVE, A. MURGIA (dir.), *Mapping precariousness. Labour insecurity and uncertain livelihoods*, Abingdon/New York, Routledge, p. 170-185.
- DELEUZE G. (1983 [1962]), *Nietzsche et la philosophie*, Paris, Presses Universitaires de France.
- NANOPOLITICS GROUP (2013), « Un/making sense, moving together: nanopolitical experiments in the neoliberal city », in NANOPOLITICS GROUP (dir.), *Nanopolitics handbook*, Minor Compositions, p. 19-39. URL : <http://www.minorcompositions.info/?p=590#more-590>.
- PEUGNY C. (2009), *Le déclassement*, Paris, Grasset & Fasquelle.
- ZECHNER M. (2012), « Precariousness beyond creativity: some inflexions on care and collectivity », in E. ARMANO, A. MURGIA (dir.), *Maps of precariousness*, Bologne, Odoya. URL : <http://de.scribd.com/doc/218594343/Mappe-della-precarieta-Volume-2-pdf>.
- ZECHNER M. (2013a), *The world we desire is one we create and care for together*, thèse de doctorat, Londres, Queen Mary University London.
- ZECHNER M. (2013b), « A politics of network-families? Precarity, crisis and care », in NANOPOLITICS GROUP (dir.), *Nanopolitics handbook*, Minor Compositions, p. 183-198. URL : <http://www.minorcompositions.info/?p=590#more-590>.
- ZECHNER M., HANSEN B. (2014), « Social reproduction and collective care », *The Occupied Times of London*, n° 28, p. 6-7. En ligne. URL : <http://theoccupiedtimes.org/?p=14000>.
- ZECHNER M. (2015), « Barcelona en Comú: the city as horizon for radical democracy », *Roarmag*. En ligne. URL : <http://roarmag.org/2015/03/barcelona-en-comu-guanyem/>.